



Climat :

**Urgent besoin d'un ouragan citoyen
pour renverser la table des négociations !**

Le week-end des 28 et 29 novembre des marches pour le climat sont organisés partout dans le monde.

Rendez-vous le

***Dimanche 29 novembre
à 10h devant la préfecture
au Puy en Velay***

**Pour agir et demander aux dirigeant-e-s
présents à Paris de vrais engagements
contre le changement climatique.**

La lutte contre les changements climatiques constitue un défi sans précédent pour l'humanité. Réunissant les représentants de 195 pays, la Conférence Paris Climat 2015, ou COP21, qui se déroulera du 30 novembre au 11 décembre 2015, se doit d'y répondre. L'enjeu est vital car le réchauffement climatique menace l'ensemble de notre système : bouleversements météorologiques, hausse du niveau de la mer, aggravation des famines, disparition de 20 à 30% des espèces... Pour éviter de tels impacts, il est impératif de limiter la hausse globale des températures à +2°C d'ici à 2100, par rapport à 1850. Le non dépassement de ce seuil permettrait d'éviter une altération irréversible du système climatique, selon les prévisions du GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.



Climat :

**Urgent besoin d'un ouragan citoyen
pour renverser la table des négociations !**

Le week-end des 28 et 29 novembre des marches pour le climat sont organisés partout dans le monde.

Rendez-vous le

***Dimanche 29 novembre
à 10h devant la préfecture
au Puy en Velay***

**Pour agir et demander aux dirigeant-e-s
présents à Paris de vrais engagements
contre le changement climatique.**

La lutte contre les changements climatiques constitue un défi sans précédent pour l'humanité. Réunissant les représentants de 195 pays, la Conférence Paris Climat 2015, ou COP21, qui se déroulera du 30 novembre au 11 décembre 2015, se doit d'y répondre. L'enjeu est vital car le réchauffement climatique menace l'ensemble de notre système : bouleversements météorologiques, hausse du niveau de la mer, aggravation des famines, disparition de 20 à 30% des espèces... Pour éviter de tels impacts, il est impératif de limiter la hausse globale des températures à +2°C d'ici à 2100, par rapport à 1850. Le non dépassement de ce seuil permettrait d'éviter une altération irréversible du système climatique, selon les prévisions du GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

De quoi va-t-on discuter à la COP21 ?

Alors, Paris « sommet de la dernière chance » pour un « accord historique » permettant d'espérer limiter le réchauffement climatique à 2° à l'horizon 2100, afin d'éviter l'emballement ? Eh bien non : le projet d'accord pour Paris montre que la COP 21 se prépare à avaliser un « crime climatique » : les objectifs - qui plus est non contraignants - de réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'ensemble des Etats mènent à un réchauffement d'au moins 2,7 à 3°. C'est ce qu'expose le point fait par l'ONU à 1 mois de l'ouverture du sommet de Paris.

Et la Conférence de l'ONU ne va pas discuter de la façon de réduire cet écart entre le réel et le nécessaire ! Mais de quoi va-t-elle discuter alors ? Du cadre juridique qui va organiser la lutte contre le changement climatique après 2020...

La réduction de l'utilisation des énergies fossiles n'est pas à l'ordre du jour. Les mots mêmes « énergies fossiles » ne sont pas dans le projet d'accord. Ni les mots « énergies renouvelables ». La relocalisation des activités économiques bute sur la « convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques », qui stipule qu'il est interdit de toucher aux règles du commerce international - celles imposées par la globalisation économique et financière du néolibéralisme - , c'est-à-dire à la machine à réchauffer la planète !

Sachant cela, que pouvons-nous faire ?

D'abord ne pas croire au spectacle qui nous est présenté, et nous mobiliser pour exiger la mise en cohérence des actes avec les discours tenus. Exiger des décisions qui réduisent les gaz à effet de serre. Bloquer la machine à réchauffer la planète (productivisme et règles du commerce international). Promouvoir des alternatives. Et, au fond, nous servir de la COP21 comme caisse de résonance pour travailler à un vaste mouvement pour la justice climatique, environnemental et social...

Mention spéciale pour le refus du TAFTA (Traité de libres échanges transatlantiques) : l'urgence est d'imposer STOP à cette nouvelle vague de libéralisation du commerce et des investissements. « TAFTA ou climat, il faut choisir ! », et mettre en oeuvre des politiques de transition énergétique.

Nous devons à tout prix maintenir la hausse globale des températures sous la barre des + 2°C d'ici 2100, seuil qui permettrait d'éviter une altération irréversible du système climatique, selon les prévisions du GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.



Imprimé par nos soins - Merci de ne pas jeter sur la voie publique - D'après une analyse de Maxime Combes (ATTAC)

De quoi va-t-on discuter à la COP21 ?

Alors, Paris « sommet de la dernière chance » pour un « accord historique » permettant d'espérer limiter le réchauffement climatique à 2° à l'horizon 2100, afin d'éviter l'emballement ? Eh bien non : le projet d'accord pour Paris montre que la COP 21 se prépare à avaliser un « crime climatique » : les objectifs - qui plus est non contraignants - de réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'ensemble des Etats mènent à un réchauffement d'au moins 2,7 à 3°. C'est ce qu'expose le point fait par l'ONU à 1 mois de l'ouverture du sommet de Paris.

Et la Conférence de l'ONU ne va pas discuter de la façon de réduire cet écart entre le réel et le nécessaire ! Mais de quoi va-t-elle discuter alors ? Du cadre juridique qui va organiser la lutte contre le changement climatique après 2020...

La réduction de l'utilisation des énergies fossiles n'est pas à l'ordre du jour. Les mots mêmes « énergies fossiles » ne sont pas dans le projet d'accord. Ni les mots « énergies renouvelables ». La relocalisation des activités économiques bute sur la « convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques », qui stipule qu'il est interdit de toucher aux règles du commerce international - celles imposées par la globalisation économique et financière du néolibéralisme - , c'est-à-dire à la machine à réchauffer la planète !

Sachant cela, que pouvons-nous faire ?

D'abord ne pas croire au spectacle qui nous est présenté, et nous mobiliser pour exiger la mise en cohérence des actes avec les discours tenus. Exiger des décisions qui réduisent les gaz à effet de serre. Bloquer la machine à réchauffer la planète (productivisme et règles du commerce international). Promouvoir des alternatives. Et, au fond, nous servir de la COP21 comme caisse de résonance pour travailler à un vaste mouvement pour la justice climatique, environnemental et social...

Mention spéciale pour le refus du TAFTA (Traité de libres échanges transatlantiques) : l'urgence est d'imposer STOP à cette nouvelle vague de libéralisation du commerce et des investissements. « TAFTA ou climat, il faut choisir ! », et mettre en oeuvre des politiques de transition énergétique.

Nous devons à tout prix maintenir la hausse globale des températures sous la barre des + 2°C d'ici 2100, seuil qui permettrait d'éviter une altération irréversible du système climatique, selon les prévisions du GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.



Imprimé par nos soins - Merci de ne pas jeter sur la voie publique - D'après une analyse de Maxime Combes (ATTAC)